

## Nouvelles locales du jeudi 11 février 2010

**@rib News, 11/02/2010** **Education-** Les assistants de l'Université du Burundi durcissent le ton en demandant de continuer leur mouvement de grève entamé il y a une semaine. Ces assistants se disent inquiets par le silence de la direction sur le partage équitable de l'enveloppe que le Gouvernement avait octroyé au corps enseignant de cette Université. Ils promettent de se rencontrer mardi prochain pour évaluer ce mouvement. (Isanganiro)- Hier, un collègue d'une école primaire à Mwaro a giflé son maître et une dizaine d'autres collègues l'ont injurié. Cette attitude a poussé aujourdhui le corps enseignant à suspendre les activités pour forcer la direction de l'école à punir d'une façon exemplaire ces Le directeur dit avoir déjà renvoyé définitivement un d'eux et que les autres se trouvent dans les mains de la police en questionnement. (Isanganiro)

**Société-** Les défilants du Ndagala fumé au marché centrale de Bujumbura ont entamé un mouvement de grève illimitée pour refuser la construction de kiosques de grossistes au marché de Bujumbura. Ces défilants disent que cet endroit leur appartient depuis plus de 20 ans et que leurs familles risquent de mourir de faim si jamais ils en sont chassés. De leur côté, les grossistes saluent cette mesure de chasser de la place les défilants estimant que c'est une façon de limiter des cas de vol qui sont souvent orchestrés contre eux. Les défilants s'étaient rendez-vous devant la mairie de Bujumbura et ont changé de place pour aller faire un sit-in devant la Présidence de la République dans l'espoir d'appeler le chef de l'Etat à réagir. (Rpa/Bonesha) **Politique-** Dans la province Ngozi au nord du Burundi, les partis politiques de l'opposition alertent l'opinion affirmant que certains chefs de collines sont en train de retirer à la population les attestations d'inscription aux prochaines élections. La commune de Kiremba est la plus menacée par ce comportement où deux chefs de collines retirent ces attestations au grand jour en promettant de l'aide à ceux qui donnent volontairement ces attestations. Les militants politiques disent être intimidés par les intimidations lancées à ceux qui refusent d'obéir à cet ordre. Ces partis politiques sont le Fni, Frodebu, Uprona et Msd. (Rpa)- Les femmes burundaises sont appelées à être unies pour défendre leurs intérêts. Telles sont les recommandations d'un séminaire qui se tient Ngozi au nord du Burundi. Ce séminaire qui a vu la participation des femmes élues du Burundi a aussi accueilli d'autres femmes leaders du Rwanda, du Pakistan et d'autres pays pour partager leur expérience. Les femmes du pays ont été sensibilisées à s'unir pour empêcher les dérives politiques. La délégation en provenance du Pakistan a affirmé que dans leur pays, l'unité entre les femmes leaders a limité sensiblement des mouvements des jeunes garçons vers les rangs des talibans. (Rpa)- L'Ambassadeur de la République Sud-africaine à Bujumbura demande aux Burundais de suivre l'exemple du chef Nelson Mandela dans la réconciliation nationale. Il dit que cette figure de lutte contre l'apartheid sera jamais oubliée suite à sa détermination contre le racisme. C'était lors de la célébration du 20<sup>e</sup> anniversaire de la libération de Nelson Mandela. (Bonesha)- Les activités de remise des véhicules de fonction dans le but de diminuer le charroi de l'Etat ont débuté aujourd'hui. Au total 16 véhicules sont attendus dans les enceintes de l'Ortraco à Jusque vers midi, seuls 7 véhicules étaient déjà à cet endroit et l'administration disait avoir encore du temps pour attendre d'autres qui devraient arriver incessamment. Au total, selon des sources sur place, 400 véhicules seront restitués et vendus, ce qui permettra à l'Etat d'économiser chaque année un montant de plus de 10 milliards de francs burundais. Selon des informations, les bus de transport en commun seront à Bujumbura à partir du mois de juillet pour faciliter le transport du personnel (Rtnb)- Les représentants de la police, les gouverneurs de province et les administrateurs se trouvent dans un séminaire à Bujumbura. Ce séminaire préparé par le Ministère de l'Intérieur en collaboration avec Binub a pour objectif d'informer ces responsables administratifs et policiers sur le contenu de la loi régissant les unions et les autres genres de rencontres. Le directeur de l'administration du territoire Terrance Mbonabuca déclare que son Ministère a constaté que beaucoup d'administratifs ignorent le contenu de ces lois où la perturbation des unions et les autres genres de rencontres politiques de l'opposition dans certains coins du pays. Il dit vouloir limiter les dégâts surtout en ces périodes où les rencontres politiques se multiplient. (Rtnb)